L'intervenant en éducation relative à l'environnement, un partenaire à privilégier

Armél Boutard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ere/6646>

DOI : 10.4000/ere.6646

ISSN : 2561-2271

Éditeur

Centr'ERE

Référence électronique

Armél Boutard, « L'intervenant en éducation relative à l'environnement, un partenaire à privilégier », *Éducation relative à l'environnement* [En ligne], Volume 3 | 2002, mis en ligne le 20 mars 2002, consulté le 16 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ere/6646> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ere.6646>

L'intervenant en éducation relative à l'environnement, un partenaire à privilégier

Armel Boutard

- 1 Lors de nos premières expériences de gestion environnementale dans les milieux de l'industrie et des affaires municipales, au début des années 1980¹, nous avons constaté l'importance du rôle de l'intervenant en matière d'éducation et de formation relatives à l'environnement (ERE/FRE) dans l'équipe d'intervention. Nous définissons l'intervenant en ERE/FRE comme responsable de l'élaboration du matériel de sensibilisation, de communication et de formation, et des stratégies d'animation. Il est aussi le facilitateur des mécanismes de participation et peut participer à l'élaboration des propositions d'actions environnementales (documentation). Il est ainsi plus qu'un exécutant de la mise en œuvre des politiques (action de formation), il est un partenaire à privilégier aussi dans l'élaboration et l'évaluation des stratégies de gestion environnementale. Malheureusement, l'intervenant en ERE/FRE n'est pas encore a priori inclus dans l'équipe d'intervention d'une action environnementale et les demandeurs de services lui préfèrent encore souvent l'ingénieur, ce qui dénote qu'en matière d'environnement les solutions technologiques sont encore privilégiées à toute stratégie de gestion axée sur un changement profond dans la façon de faire les choses. Notre but n'est pas d'épiloguer sur la difficulté de cet état des choses, mais de donner aux intervenants en ERE/FRE quelques arguments qui pourraient favoriser leur insertion dans des équipes d'intervention en matière d'action environnementale. Commençons par valoriser leur rôle en soulignant l'importance de leur fonction.

Un agent de changement

- 2 Une des raisons pour lesquelles l'intervenant en ERE/FRE est peu consulté, vient sans doute du fait que pour les divers responsables, tout comme le grand public, les problématiques environnementales comme celles de l'effet de serre, des pluies acides,

de la diminution de la couche d'ozone, du *smog*, etc., semblent exclusivement de nature biophysique et que dans ce cas c'est *a priori* aux ingénieurs et aux scientifiques de proposer des solutions adéquates. En fait, des trois effets environnementaux des activités humaines que constituent les dégradations des ressources, des écosystèmes et de la qualité de vie des organismes, seules la rareté croissante de certaines ressources naturelles et la pollution semblent interpeller les gens. Il est vrai qu'à court terme, ces problèmes peuvent souvent se régler par une innovation technologique ; pensons à la technologie de forage en mer *off shore*, source de la plupart des nouvelles ressources de pétrole, et au pot d'échappement catalytique qui permet de réduire les émissions nocives des automobiles. Par contre, si nous voulons réellement nous adresser aux causes et apporter des solutions durables, il nous faudra bien proposer des changements d'attitudes, de valeurs et de comportements (figure 1). Nous sommes là clairement dans le domaine de l'éducation ; et cela dans la diversité des approches éducatives des domaines de l'éducation formelle, non formelle ou informelle, autant au niveau de la vulgarisation qu'à celui de la formation en milieu de travail.

Figure 1 : Les problèmes environnementaux

- 3 L'éducation bien qu'elle soit effective à plus long terme, est en effet l'une des trois approches à la base de toute stratégie de changement dans les façons de faire, les deux autres étant la coercition et l'incitation (tableau 1). Sans entrer dans le détail, on peut dire que même dans ces deux derniers cas, il est nécessaire de procéder à des « actions éducatives » ; il sera nécessaire par exemple d'élaborer un plan de communication ciblé pour les divers groupes de gens auxquels s'adressent ces mesures. C'est ce que nous avons nommé communication et sensibilisation au tableau 1 comme la fonction possible d'un intervenant en ERE/FRE qui, à ce titre, relève plutôt d'une « boîte de communications ». Mais ces actions ne suffiront pas à réaliser un changement profond de la culture d'une entreprise ou du mode de vie d'une communauté. Pour cela, il est nécessaire d'élaborer une action soutenue d'éducation ou de formation, ciblée pour les différents groupes de cadres et d'employés comme pour les groupes de citoyens, y compris les citoyens corporatifs.

Tableau 1 : Le rôle des intervenants en ERE/FRE dans une stratégie de changement

Approche	Acteur	Intervenant ERE/FRE
Coercition	Gestionnaire, avocat et juge	Communication, sensibilisation
Incitation	Gestionnaire, financier	Communication, sensibilisation
Éducation	Enseignant et formateur	ERE et FRE

Les « clients »

- 4 Au Québec, les grandes industries se sont déjà dotées de systèmes de gestion environnementale et en sont rendues à améliorer l'efficacité de leur politique environnementale (formation participative). Les décideurs susceptibles de commander l'intervention d'un *formateur* dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre d'une action environnementale sont avant tout les élus ou les responsables au niveau des collectivités régionales ou des plus grandes villes, et les responsables des associations manufacturières sectorielles des petites et moyennes entreprises (PME) qui sont suffisamment sensibilisées aux problématiques environnementales particulières de leur secteur pour commander éventuellement un cadre général de contenu de formation, adapté aux besoins des entreprises membres. Par contre, les PME comme les élus des petites villes et villages, sont plutôt réfractaires aux changements nécessaires et se contentent de se conformer aux nouvelles normes environnementales qui pour la plupart, tardent à venir. C'est du moins le cas au Québec où l'action environnementale ne bénéficie plus actuellement de la demande du grand public et par conséquent, du support des pouvoirs publics. Cette attitude se retrouve dans l'approche attentiste des commissions internationales et aussi des gouvernements nationaux. Nous avons eu au début du mandat de monsieur Bush le refus net des accords de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre. En Amérique du Nord, le mot d'ordre est à la relance de la consommation, à la suppression des déficits des organismes publics et à l'amélioration des bilans financiers des entreprises (actions cotées en bourse).
- 5 Quoi qu'il en soit du climat d'ambiance pour ou contre des changements vis à vis la situation actuelle, les organismes actifs en ERE/FRE se doivent d'initier les contacts afin de faciliter l'insertion d'intervenants en ERE/FRE comme partenaires d'une équipe d'intervention de formateurs sur les problématiques environnementales locales (par exemple : la conservation des ressources, la réduction des émissions polluantes, la santé et la sécurité au travail, la santé publique, la gestion des risques, les normes ISO). Un des premiers défis de l'intervenant en ERE/FRE est de ne pas être perçu au premier abord comme trop insensible aux arguments de profitabilité et de productivité du discours économique dominant, mais paradoxalement il se doit d'être intègre dans son engagement pour l'amélioration des conditions environnementales, car son rôle sera d'assurer la crédibilité des actions retenues autant en relation avec les autorités gouvernementales qu'avec les groupes de citoyens concernés. Il est donc envisageable de refuser certains contrats.

- 6 Partons du principe que l'intervenant tient à sa réputation et qu'il est intègre. Penchons-nous alors sur la prise en compte par l'intervenant en ERE/FRE des arguments économiques en cours. Lors des premiers contacts, le consultant en formation doit être conscient des contraintes et aspirations inhérentes à la position et aux intérêts de ses interlocuteurs. Le tableau 2 présente quelques-uns des intérêts particuliers des dirigeants d'entreprise et des élus qui pourraient être pris en considération dans l'offre de formation.
- 7 Prenons à titre d'exemple, le premier item de chacune des colonnes du tableau 2. Dans les deux cas, il s'agit clairement de l'exercice du contrôle. Or, la recherche de contrôle s'oppose a priori à la nécessaire concertation et/ou collaboration du plus grand nombre des individus impliqués, comme les employés de tous les niveaux d'une entreprise, ou les citoyens et différents groupes d'intérêts pour le cas d'une ville, car cela est la porte ouverte à l'expression de revendications et de frustrations qui remettent en cause le leadership exercé. L'intervenant en ERE/FRE proposera alors d'introduire la participation par étape, aux temps opportuns, sous forme par exemple de tables de concertation sur des objectifs préalablement définis en accord avec le décideur impliqué. Il pourra faire valoir cette participation comme un processus qualitatif de responsabilisation des individus participants.

Tableau 2 : Les intérêts particuliers des décideurs

Dirigeants d'entreprises	Maires et élus
<ul style="list-style-type: none"> - Bien contrôler tous les paramètres de la gestion d'une entreprise ; - saisir les opportunités financières ; - protéger les « secrets industriels » de fabrication ; - s'adapter aux avancées des concurrents (contexte variable selon la taille de l'entreprise) ; - se conformer aux lois et règlements (conformité environnementale), anticiper les tendances ; - bien comprendre les enjeux environnementaux et adapter le concept de <i>bonne pratique environnementale</i> aux exigences de l'industrie, des pouvoirs politiques et des consommateurs ; - limiter l'importance et le nombre des interventions (formation) au minimum de temps (<i>time is money</i>) ; - profiter d'une image favorable de bon citoyen corporatif (image verte). 	<ul style="list-style-type: none"> - Exercer un contrôle politique des activités municipales et des mouvements communautaires ; - comprendre les enjeux environnementaux dans leur relation aux valeurs esthétiques et socio-économiques du milieu ; - se conformer aux lois et règlements (conformité environnementale) ; - contrôler des dépenses municipales (dans une optique de « baisse des taxes » et de « déficit 0 », il n'y a pas de <i>bonnes dépenses</i>) ; - autonomie municipale (éviter les regroupements de services ou de juridictions) ; - faire que sa municipalité ait une meilleure image que les municipalités voisines ; - assurer sa réélection (donner une image de gestionnaire dynamique).

- 8 Je ne commenterai pas ainsi tous les items du tableau, mais contrairement à la perception véhiculée qui souligne les difficultés du dialogue entre le monde des décideurs et celui des environmentalistes, il est encourageant de remarquer que la plupart des intérêts mentionnés sont favorables à un partenariat « productif ». Bien sûr, il y aura à court terme des manœuvres de « récupération » de la part des décideurs. Les items de la dernière ligne du tableau 2 en donnent un exemple. Mais après tout, il n'y a rien à reprocher à un maire qui veut profiter de la visibilité de nouvelles pratiques environnementales ou d'un dirigeant qui veut que les changements apportés

améliorent le bilan financier de l'entreprise. Cela fait partie de la stratégie d'un partenariat « gagnant-gagnant ».

Les portes d'entrée du partenariat

- 9 Venons-en maintenant à préciser les différentes « pénétrations » ou occasions de dialogues (propositions de partenariat). Elles correspondent en fait à six types d'actions pour améliorer un processus de gestion d'une entreprise ou d'une municipalité (tableau 3)². Agir sur l'un de ces points, c'est amorcer un processus de changement dans le mode de gestion qui peut s'amplifier jusqu'à la démarche d'amélioration continue. Là encore, nous ne développerons pas d'argumentation spécifique à chacun des items. Chaque intervenant doit s'adapter et s'assurer de la pertinence de l'action à entreprendre.

Tableau 3 : Liste des « portes d'entrée » d'une action environnementale ²

Action sociale	<ul style="list-style-type: none"> - améliorer les conditions de travail - améliorer la vie communautaire (réduction des nuisances) - créer ou conserver les emplois
Action pour la santé et la sécurité	<ul style="list-style-type: none"> - améliorer l'hygiène et la sécurité des employés - améliorer la santé publique
Action légale	<ul style="list-style-type: none"> - se conformer aux lois et règlements - se conformer aux normes internationales et au principe de <i>bonne pratique</i>
Action politique	<ul style="list-style-type: none"> - améliorer l'image publique - reconnaître le bien fondé de l'argumentation des groupes engagés - accepter la responsabilité du processus démocratique ou droits de l'Homme (femmes, enfants) dans le Tiers-monde
Action économique	<ul style="list-style-type: none"> - reconnaître la profitabilité des <i>retrofitting</i> (<i>Pay back</i>) ³ - bénéficier des programmes de subventions à l'investissement - bénéficier des avantages financiers (baisse des coûts d'assurances, des taux d'emprunts, accès à des fonds « environnementaux ») - breveter des innovations technologiques de gestion des extrants (polluants) - améliorer la compétitivité de l'entreprise
Action environnementale	<ul style="list-style-type: none"> - conserver les ressources et contrôler les émissions) - minimiser le risque de déversements ou de rejets (catastrophe)

En conclusion

- 10 Nous avons insisté, au risque d'apparaître « réductionniste », sur l'aspect « vente de services » qui ne correspond pas *a priori* à l'éthique des intervenants en ERE. Il faut reconnaître que le recours à un intervenant spécialisé en ERE/FRE n'est pas encore acquis dans une équipe d'audit ou d'évaluation environnementale ou encore d'élaboration d'une stratégie de gestion environnementale. Elle n'est même pas acquise pour les activités de formation qui sont généralement confiées à des firmes d'ingénieries qui offrent des services « clé en main ». Pourtant, les changements nécessaires dans les processus actuels de gestion justifient l'effort de faire reconnaître l'importance de la contribution d'un tel partenaire, qui axe son intervention

d'éducation sur la participation et la responsabilisation des différents acteurs concernés.

NOTES

1. L'auteur, en collaboration avec le milieu professionnel, a participé à l'élaboration des premiers programmes de formation en environnement et d'élaboration de cadres formels de gestion environnementale au Québec, et cela, aussi bien dans le milieu municipal qu'industriel. Ces activités se sont déroulées au cours d'une décennie. Ce texte s'inspire essentiellement de cette expérience et le contenu est extrait de notes préparées dans le cadre du programme court en éducation relative à l'environnement de l'UQAM.
 2. Ces 6 types d'actions et les exemples pertinents ne sont donnés qu'à titre indicatif et doivent être adaptés aux conditions particulières de l'entreprise ou d'une collectivité ou du projet d'intervention d'un organisme non gouvernemental (ONG).
-

AUTEUR

ARMEL BOUTARD

Armel Boutard est physicien, professeur au département des Sciences de la Terre et de l'atmosphère de l'Université du Québec à Montréal. Au sein de cette institution, il est également membre de l'Institut des sciences de l'environnement et de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement. Outre le développement et l'enseignement de plusieurs programmes de formation dans le domaine de l'environnement à l'UQAM, Armel Boutard a une longue et riche expérience de formation en matière d'environnement dans les milieux de l'entreprise et auprès des décideurs municipaux.